



Revue de presse



Mercredi 17 Janvier 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La réforme budgétaire, basée sur l'efficacité et la transparence de la gestion financière



Le ministre des Finances, Laaziz Faid a affirmé, mardi à Alger, que la réforme budgétaire lancée il y a une année, au titre de la loi organique 15-18 relative aux lois de finances, consacrait un changement radical dans la gestion des finances et du budget de l'Etat, en ce sens qu'elle est basée sur l'efficacité et la transparence de la gestion des données financières.

Numérisation du secteur des Finances : Le chantier tire à sa fin



Les directions des Domaines, des Impôts et des Douanes sont parvenues à concrétiser un processus de numérisation, conformément aux recommandations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et qui auront, sans doute, des retombées considérables sur l'activité économique, en général, et les contribuables, en particulier.

Le secteur des douanes est «dématérialisé, toutes les opérations de dédouanement sont aujourd'hui réalisées à distance». C'est valable également pour le secteur des impôts. C'est en gros les déclarations faites, hier, par le ministre des Finances, Laâziz Faïd, lors de son passage au Forum d'El Moudjahid, ayant pour thème «Réformes engagées par les autorités algériennes à travers la loi de finances 2024».

La nouvelle philosophie



«Une réforme de l'État en profondeur.» C'est par ces termes, succincts, mais à coefficient élevé, que le ministre des Finances, invité hier du Forum d'El Moudjahid, a qualifié la réforme des finances publiques. Depuis le 1er janvier 2023, l'Algérie est indéniablement inscrite dans le club très restreint des pays adoptant un budget axé sur les résultats appuyés par un système comptable en droits constatés, dans le cadre de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF). "La loi organique fait office de Constitution financière de l'Etat», a-t-il souligné.

Se basant sur les rapports de la Banque mondiale et du FMI, le ministre des finances rassure : «L'Algérie va bien !»

«L'Algérie affiche une bonne santé financière et l'économie algérienne se porte bien. Les derniers rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international l'attestent», a déclaré Laâziz Faïd, ministre des Finances.

Tous les indicateurs économiques du pays sont au vert et la reprise économique se poursuit, en retrouvant progressivement son niveau pré-pandémie. La croissance de l'Algérie devrait également se maintenir, tirée notamment par les secteurs des hydrocarbures et de l'agriculture, des services et du BTPH. La hausse des investissements, notamment dans les grands projets industriels, a stimulé l'activité économique et devrait continuer à soutenir la croissance.

Mesures de soutien aux catégories sociales défavorisées : 5.100 milliards DA pour les transferts sociaux

Conformément aux instructions fermes du président de la République sur le plan socio-économique, et ce depuis l'année 2020 et relatives notamment à la préservation et à l'amélioration du pouvoir d'achat, à la promotion de l'emploi, l'amélioration du cadre de vie du citoyen, l'élaboration de la loi de finances 2024 consacre le caractère social de l'Etat avec une hausse du budget consacré aux transferts sociaux de pas moins de 7%, soit 2.916 milliards de dinars. Invité hier à notre forum, le premier argentier du pays, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, l'a réaffirmé et assuré que pas moins de 5.100 milliards DA sur un total de 15.502 milliards, constituent les dépenses budgétaires consacrées à encourager l'emploi et renforcer le pouvoir d'achat des ménages.

Exportations : Priorité à la diversification

La diversification de l'économie et des exportations constitue un défi essentiel que l'Algérie doit relever. Et pour cause. Les exportations sont toujours considérées comme un levier-clé pour améliorer le niveau général de bien-être, outre le fait qu'elles représentent une source substantielle de revenus en devises. Bien évidemment, pour qu'il y ait des exportations, il faut que des entreprises puissent se créer, se développer, prospérer, être suffisamment compétitives sur les marchés internationaux.

Révision du point indiciaire des salaires : 578 milliards DA alloués dans la LF 2024

Invité ce matin au Forum El Moudjahid, le ministre des Finances a affirmé que pas moins de 5 100 milliards de DA sur un total de 15 502 milliards représentent les dépenses budgétaires consacrées pour encourager l'emploi et renforcer le pouvoir d'achat des ménages. Le ministre des finances rappelle que «les politiques publiques ont été orientées, ces dernières années, vers le soutien du pouvoir d'achat du citoyen à travers la valorisation des salaires au profit de plus de 2,8 millions de fonctionnaires et d'agents contractuels».

S'y ajoute entre autres «le renforcement de la justice fiscale et la garantie de la couverture des besoins de base, notamment pour les catégories vulnérables».



[Faid au Forum d'El Moudjahid : les crédits budgétaires à la disposition des ministères dès la première semaine de janvier](#)

Invité ce matin au Forum du quotidien El Moudjahid, le ministre des Finances a évoqué la réforme des finances publiques, en vigueur depuis le 1er janvier 2023, indiquant que le projet apportera un «changement radical dans la façon de gérer les finances et les biens publics». La «performance et le résultat», seront les mots d'ordre.



[Le Général Major Abdelhafid Bakhouche, Directeur Général des douanes : Une douane solide qui veille sur l'économie nationale et la protège](#)

« Créées il y a maintenant plus de soixante années, les douanes algériennes ont pour mission principale de garantir une sécurité économique du pays par l'exercice d'un contrôle et des facilitations aussi bien à l'import qu'à l'export », explique le Général Major Abdelhafid Bakhouche, Directeur Général des douanes algériennes lors de l'entretien qu'il a bien accordé à La Patrie News.



[Selon une note de l'Abef : L'importation des intrants avicoles depuis l'Espagne de nouveau « autorisée »](#)

Après le volet diplomatique, le processus de rétablissement des relations entre l'Algérie et l'Espagne sur le plan économique et commercial est également enclenché.

Le retour des transactions commerciales entre l'Algérie et l'Espagne est acté. En effet, l'association professionnelle des établissements bancaires et financiers (Abef) autorise de nouveau la domiciliation de transactions avec l'Espagne.

[Obligatoire pour l'achat ou la vente d'un bien immobilier: Le livret foncier... le parcours du combattant](#)

Obtenir le livret foncier, une vraie galère pour les propriétaires de biens immobiliers. Si, conformément à la réglementation, et théoriquement parlant, ce précieux document est délivré dans un délai de 30 jours, sur le terrain, ce délai est largement dépassé allant jusqu'à cinq ans pour certains demandeurs de ce document administratif.

Pourquoi tout ce retard très contraignant pour les citoyens ? Une lenteur bureaucratique, pensent certains, incompetence, pensent d'autres. Ce livret a bien fait grincer des dents des propriétaires de biens immobiliers qui se sont rapprochés de la Conservation foncière pour déposer leur demande.

[La loi, les chiffres et la vision](#)

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a bien défendu ce qui est convenu de qualifier «la mère des lois» pour l'exercice 2024. L'ensemble des dispositions qui y figurent forme un tout assez cohérent qui conforte l'idée, selon laquelle l'année en cours sera celle de la protection du pouvoir d'achat des citoyens, tout en confirmant la dynamique économique, suscitée par une forte volonté politique de placer la diversification de l'économie nationale en tête des priorités de l'État.

Laâziz Faïd explique les réformes contenues dans la loi de finances 2024

L'État social, ce rempart...

Le ministre a rappelé que 578 milliards DA ont été alloués à la révision de la grille indiciaire des salaires au profit de 2,86 millions de fonctionnaires et agents publics.



La loi de finances 2024 traduit la dimension sociale de l'État, a affirmé Laâziz Faïd. Invité du Forum du quotidien El Moudjahid, le grand argentier du pays est revenu sur l'esprit et les objectifs de la loi de finances 2024. Il a estimé que ce texte est fondé sur le principe de l'État social. Plus que cette dimension à laquelle tiennent les pouvoirs publics, les nouveautés de ce texte nous renvoient à l'exigence de performance, au devoir de transparence, a souligné le ministre.

Dynamisme économique, salaires en hausse et prix en baisse

Les belles promesses de 2024

Un nouvel élan est en train d'être impulsé par le président Tebboune en cette année qui s'annonce riche en surprises. C'est le renouveau de l'Algérie...

L'année 2024 commence sur les chapeaux de roue ! L'élan dynamique impulsé par le président Abdelmadjid Tebboune promet de changer la donne pour l'Algérie. Un secteur qui retrouve la vigueur tant attendue est celui de l'automobile. Après une période de stagnation de près de cinq ans, le marché automobile connaît une résurgence remarquable.



Stabilité sociale, visibilité politique et relance économique

Les trois grands succès de Tebboune

L'investissement social consenti par le chef de l'État s'étend jusqu'au pouvoir d'achat des ménages.

Rarement, le front social n'a été aussi serein, dans les annales de la République que ces dernières années. Les accès de colère citoyenne enregistrés durant les deux premières décades du XXIe siècle ne font plus partie du décor social. Les Algériens doivent, en effet, se rappeler le phénomène de fermeture de route par des villageois pour protester contre l'absence de services publics.



Nouvelle approche budgétaire : Une gestion plus transparente des deniers de l'Etat

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a indiqué, mardi au Forum du quotidien El Moudjahid, que la nouvelle loi des Finances (LF) 2024 a été conçue selon une nouvelle approche budgétaire axée sur les objectifs et la performance des programmes, avec pour objectif d'instaurer une gestion plus transparente et efficace des recettes et des dépenses de l'Etat.



Bureaux de change : Les instructions de la BA bientôt promulguées

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a fait savoir, mardi au Forum d'El Moudjahid, que la Banque d'Algérie promulguera bientôt les instructions fixant les modalités d'application du règlement relatif aux bureaux de change.

« Le Règlement fixant les conditions d'autorisation de constitution, d'agrément, et d'exercice des bureaux de change a déjà été promulgué. Il ne reste que les instructions d'application qui ne vont pas tarder à être promulguées », a précisé le ministre, ajoutant que la revalorisation de l'allocation touristique est du ressort de la Banque d'Algérie. Ces bureaux de change, faut-il rappeler, auront un champ d'activités couvrant plusieurs opérations, dont l'allocation de change les voyages touristiques ou professionnels à l'étranger, les frais d'études et de stage, entre autres.



[Pétrole: Le Brent à plus de 78 dollars mardi à Londres](#)

Les prix du pétrole évoluaient en légère hausse mardi, les investisseurs se montrant prudents dans la continuité des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, montait de 0,45%, à 78,50 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, grappillait 0,01%, à 72,69 dollars.



[Loi des finances 2024 : une approche budgétaire novatrice, pour une gestion transparente et performante](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a partagé lors du Forum du quotidien El Moudjahid, les détails de la nouvelle Loi des finances (LF) 2024 en Algérie. Cette Loi «adopte une approche budgétaire novatrice», mettant l'accent sur les objectifs et la performance des programmes, dans le but d'établir une gestion transparente et efficace des recettes et des dépenses de l'État.



[Selon le ministre des Finances : La réforme du secteur avance bien](#)

La réforme du secteur des finances va bon train, mais nécessite un temps d'adaptation aux acteurs de la finance publique. C'est ce qu'a déclaré, ce mardi, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, en faisant le point sur les réalisations de son département ministériel.

Le ministre a souligné qu'il s'agit maintenant de mettre en place une architecture et un suivi permanent pour une mise en œuvre réussie de la réforme en vigueur depuis janvier de l'année dernière.

La réforme budgétaire, basée sur l'efficacité et la transparence de la gestion financière

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a affirmé, mardi à Alger, que la réforme budgétaire lancée il y a une année, au titre de la loi organique 15-18 relative aux lois de finances, consacrait un changement radical dans la gestion des finances et du budget de l'Etat, en ce sens qu'elle est basée sur l'efficacité et la transparence de la gestion des données financières.

Invité du Forum du quotidien "El Moudjahid", le ministre a précisé que "cette réforme se veut un processus sous-tendu par les résultats, la clarté et l'évaluation des performances et du rendement de chaque employé du secteur des finances, tout en améliorant la gestion et en consacrant la transparence".



Réforme budgétaire, basée sur l'efficacité et la transparence de la gestion financière

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé mardi à Alger que la réforme budgétaire lancée il y a un an, fondée sur la loi organique 15-18 portant loi de finances, a marqué un changement radical dans la gestion des finances et du budget de l'Etat. dans le sens où elle repose sur l'efficacité et la transparence de la gestion des données financières.



Diminution des durées d'études des dossiers du crédit pour l'obtention de véhicules

Beaucoup de citoyens algérien souhaitent octroyer un véhicule, notamment par le biais du crédit bancaire, soit en forme classique ou par la finance islamique.

Pour sa part, la responsable de communication de France bank, Radia Toudji, a indiqué que toutes les banques étudient les dossiers des crédits de la même façon.

الإصلاح الميزانياتي الجاري مبنى على نجاعة وشفافية التسيير المالي

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، يوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن الإصلاح الميزانياتي المطبق منذ سنة، ضمن إطار القانون العضوي 18/ 15 الخاص بقوانين المالية، يكرس تغييرا جذريا في حوكمة مالية و ميزانية الدولة، من حيث أنه يقوم على نجاعة و شفافية التسيير و المعلومة المالية.



فايد: قانون المالية 2024 يحافظ على القدرة الشرائية للمواطن ويدعم الاستثمار

قال وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء، إن قانون المالية لسنة 2024. تضمن عدّة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن. ودعم الاستثمار وتسهيل الاجراءات الجبائية ورقمنتها.



تعليمية بخصوص مكاتب الصرف خلال أيام.. وزير المالية يؤكد:

“لن نظم أحدا في الدعم الانتقائي والفصل في ديون الشباب حالة بحالة”

طمأن وزير المالية، لعزیز فايد، الجزائريين بأن الدولة اتخذت كل التدابير والإجراءات لتحسين القدرة الشرائية خلال سنة 2024، سواء من خلال ضخّ المساعدات والدعم المباشر، حيث ارتفعت ميزانية الدعم بـ 1000 مليار دينار في ظرف 4 سنوات، بين سنتي 2020 و 2024، من 1900 إلى 2900 مليار دينار، أو الإعفاءات والتخفيفات الجمركية للمواد واسعة الاستهلاك، وهو ما ترجمه الإجراءات المتخذة عبر قانون المالية للسنة الجارية.



فايد: قانون المالية 2024 يجسد الطابع الاجتماعي للدولة

قال وزير المالية، لعزیز فايد، إن قانون المالية 2024 يجسد خاصة من خلال تحسين القدرة الشرائية للجزائريين برفع أجور الموظفين وزيادة قيمة نفقات التحويل (التدخل الاقتصادي والاجتماعي للدولة) التي بلغت هذه السنة 4208 مليار دج (رخص التزام).



الناتج الداخلي الخام سيصل إلى 35530 مليار دج هذا العام

توقع وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالعاصمة، أنّ الناتج الداخلي الخام سيصل إلى 35530 مليار دينار هذا العام. لدى نزوله ضيفاً على منتدى يومية "المجاهد"، كشف أنّ الناتج الداخلي الخام في 2023، بلغ 33656.4 مليار دج، مبرزاً حرص الدولة على تحسين القدرة الشرائية للمواطن بشكل خاص من خلال رفع أجور سلك الوظيف العمومي وفق التزام رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، القاضي بزيادة الأجور بنسبة 47 بالمائة.



أكد أن الإصلاحات وصلت إلى نقطة اللارجوع.. فايد:

الوضع المالي للجزائر جيد بشهادة الهيئات الدولية

وزياد وزير المالية لعزیز فايد أمس، أن الوضع المالي للجزائر جيد، بفضل المؤشرات الايجابية المسجلة، والتي تحدث عنها التقرير الأخير للبنك الدولي، مرجعا ذلك لعاملين رئيسيين، هما نسبة الدين العام مقارنة بالناتج الداخلي الخام وبمؤشر الاستدامة الميزانية والسياسة التي يأخذ بعين الاعتبار نسبي النمو والتضخم واحتياطات الصرف.



وزير المالية: الإصلاح الميزانياتي الجاري مبني على نجاعة وشفافية التسيير المالي

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن الإصلاح الميزانياتي المطبق منذ سنة، ضمن إطار القانون العضوي 18/ 15 الخاص بقوانين المالية، يكرس تغييرا جذريا في حوكمة مالية و ميزانية الدولة، من حيث أنه يقوم على نجاعة و شفافية التسيير والمعلومة المالية.

وأوضح الوزير، خلال نزوله ضيفا على منتدى يومية "المجاهد"، ان "هذا الإصلاح يعتبر كمسار يقوم على النتائج والوضوح وتقييم النجاعة ومردود كل موظف في قطاع المالية و يهدف لتحسين التسيير وتكريس الشفافية."



قال إنه سيتم قريبا افتتاح بنك الجزائر الدولي بفرنسا

فايد: قانون المالية 2024 يجسد الطابع الاجتماعي للدولة

• رصد 704 مليار دج لدعم المواد الأساسية واسعة الاستهلاك

• الناتج الداخلي الخام سيصل إلى 35530 مليار دج هذا العام

• كتلة الأجور التي رسدها قانون المالية الحالي بلغت قيمتها 5275 مليار دج

قال وزير المالية، لعزیز فايد، إن قانون المالية 2024 يجسد الطابع الاجتماعي للدولة، لا سيما من خلال تحسين القدرة الشرائية للجزائريين برفع أجور الموظفين وزيادة قيمة نفقات التحويل التي بلغت هذه السنة 4208 مليار دج.

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أن الإصلاح الميزانياتي المطبق منذ سنة، ضمن إطار القانون العضوي 15/18 الخاص بقوانين المالية، يكرس تغييرا جذريا في حوكمة مالية و ميزانية الدولة، من حيث أنه يقوم على نجاعة و شفافية التسيير والمعلومة المالية. وأوضح الوزير، خلال نزوله ضيفا على منتدى يومية "المجاهد"، أن "هذا الإصلاح يعتبر كمسار يقوم على النتائج والوضوح وتقييم النجاعة ومردود كل موظف في قطاع المالية ويهدف لتحسين التسيير وتكريس الشفافية".

RÉVISION DU SYSTÈME DES SUBVENTIONS

Le gouvernement temporise

La révision du système des subventions doit encore attendre. Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, estime qu'il faut d'abord réunir les conditions de la réussite de la réforme et maturer le dossier avant sa mise en application.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Adoptée en 2022 par les deux chambres du Parlement, la suppression des subventions généralisées n'est pas pour demain. Invité, hier mardi, du forum du quotidien *El Moudjahid*, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a affirmé qu'il faut réunir les conditions de la réussite du projet avant sa mise en œuvre.

«Il faut maturer le dossier pour aller vers un système de subvention ciblé», a-t-il expliqué.

La loi de finances 2022 avait prévu l'abrogation du système de subventions généralisées. Elle a mis en place un dispositif national de compensation monétaire au profit des ménages qui y sont éligibles, composé, notamment des départements ministériels concernés, d'experts économiques concernés, ainsi que d'organismes professionnels.

«Les prix des produits subventionnés sont révisés et modifiés après définition des mécanismes et procédures par le dispositif suscité en vue de fixer les indemnités destinées au profit des familles habilitées au transfert monétaire direct», a indiqué le texte. Il a ajouté que les résultats des activités du mécanisme national sont soumis au Parlement sous forme de projet de loi pour y statuer, notamment la liste des produits subventionnés concernés par la révision des prix, les catégories des familles visées, les critères d'habilitation pour l'obtention de cette indemnité, ainsi

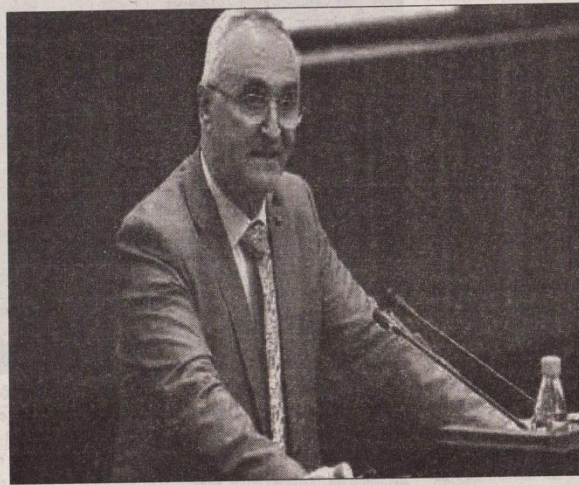


Photo : DR

que les modalités de transfert monétaire.

Aujourd'hui, on ne sait pas où en sont les travaux de ce dispositif national. Ce qui est sûr, selon le premier argentier du pays, les conditions de la réussite de la transition ne sont pas encore réunies et le dossier n'est pas assez mûri.

Interrogé à propos du volume des exportations hors hydrocarbures en 2023, le ministre des Finances a fait savoir que le montant n'est pas encore arrêté. Il a rappelé qu'en 2022, l'Algérie avait réussi l'exploit d'exporter pour 7 milliards de dollars. Et d'expliquer que les exportations hors hydrocarbures sont impactées par le contexte international enregistrant parfois des hausses, d'autres fois des baisses.

L'orateur a, dans ce contexte, regretté qu'en Algérie, nous avons plutôt la culture de l'importation et non de l'exportation.

Pour ce qui est des micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif ANSEJ et qui connaissent des difficultés finan-

cières, le ministre a exclu l'effacement de la dette de tous les concernés, affirmant que les dossiers seront traités au cas par cas.

M. Faïd s'est exprimé également au sujet de l'allocation touristique, n'annonçant aucune hausse pour le moment. Il a rappelé que la Banque d'Algérie a publié, récemment, le règlement relatif aux conditions d'autorisation de constitution, d'agrément et d'exercice des bureaux de change. À quand donc l'ouverture de ces bureaux de change ? «La Banque d'Algérie est aux derniers réglages», a fait savoir le ministre.

Cela avant d'annoncer l'extension du réseau des banques algériennes implantées à l'étranger. Ainsi, après la Mauritanie et le Sénégal, des banques algériennes seront implantées à Paris et en Côte d'Ivoire.

Interrogé sur la santé financière du pays, Laâziz Faïd s'est fié au dernier rapport de la Banque mondiale pour affirmer

que la situation financière du pays est bonne.

Il cite deux indicateurs pour appuyer ses propos : l'indice de la soutenabilité budgétaire qui est de -1% et le taux d'endettement par rapport au PIB qui est de l'ordre de 47% pour la dette interne. L'Algérie n'a pas de dette extérieure, a-t-il rappelé.

«Les effets de ces réformes seront ressentis dans 3 à 4 ans», a-t-il dit.

Le conférencier a abordé, en outre, la loi de finances 2024, en présentant les grandes lignes du texte. Elaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril de pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026, et 70 dollars pour le prix estimatif du baril de pétrole brut, le texte prévoit une croissance économique de 4,2% pour l'exercice en cours. Il a indiqué que le rebasage du calcul du PIB a permis à l'Algérie d'avoir un PIB de 233 milliards de dollars.

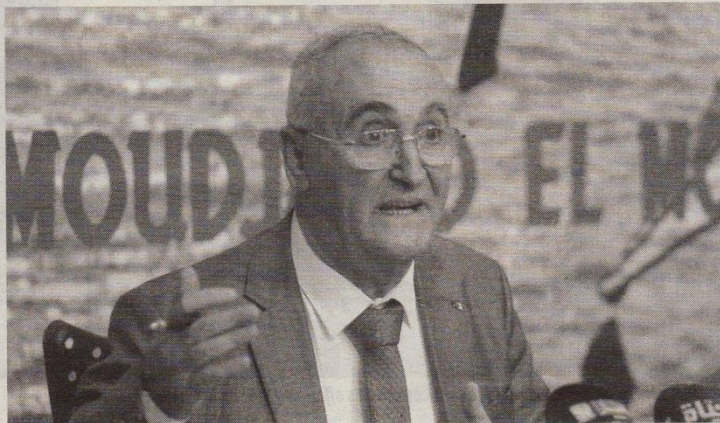
K. A.

LAAZIZ FAID, MINISTRE DES FINANCES, HIER, AU FORUM D'EL MOUDJAHID

«Nous avons une marge de manœuvre pour aller vers le déficit public»

● Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a expliqué, hier, au forum d'El Moudjahid, comment le gouvernement s'est employé ces dernières années à «soigner les blessures». «Le volume des dépenses a doublé entre 2021 et 2024 pour prendre en charge les effets de 2015», a-t-il déclaré, avant de préciser : «Les salaires ont augmenté de plus de 47% entre 2022 et 2024».

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est longuement attardé, hier, au forum d'El Moudjahid, sur les raisons de l'augmentation remarquable et remarquable des dépenses budgétaires ces dernières années. Dans la loi de finances 2024, le déficit budgétaire représente 16,2% du PIB. Le gouvernement, faut-il le souligner, a déjà eu à s'exprimer sur la question, en arborant son argument central de la défense du pouvoir d'achat à l'APN. Le ministre a ainsi rappelé à cette occasion que l'amélioration du pouvoir d'achat était le vecteur directeur de cette LF-2024 qui a consacré l'équivalent de pas moins de 34,5% du PIB du pays à la masse salariale des fonctionnaires qui sont un peu plus de 2 millions. Faisant la rétrospective des contreperformances économiques depuis l'année 2015 où, selon lui, le pays a «*dû élaborer une loi de finances complémentaire pour diminuer les projets de 30 à 50%*», il a expliqué comment le gouvernement s'est employé ces dernières années à «*soigner les blessures*». «*Le volume des dépenses a doublé entre 2021 et 2024 pour prendre en charge les effets de 2015*», a-t-il déclaré, avant de préciser : «*Les salaires ont augmenté de plus de 47% entre 2022 et 2024*». Dans le même ordre d'idées, il reconnaîtra pourtant que la dette interne a augmenté. Les charges de la dette, a-t-il ajouté, ont atteint 477,98 milliards de dinars. «*Avec cette politique de soutien en Algérie, c'est le budget de l'Etat qui amortit le choc qui nous vient de l'extérieur*», dira-t-il. «*Est-ce donc à dire que les finances publiques se portent bien ?*» A cette question du forum, le ministre répond : «*Le dernier rapport de la Banque mondiale affirme que tous les voyants sont au vert. La dette est de 15 500 milliards de dinars et est constituée presque totalement de la dette interne. La dette externe étant quasi insignifiante. Le ratio dette/PIB, quand il atteint un taux de 60%, on dit que la dette est soutenable. Aujourd'hui, le taux d'endettement du pays est de 47% du PIB. C'est-à-dire qu'on a encore une marge de manœuvre pour aller vers le déficit public.*» Voilà qui est dit. Il faut



Laaziz Faid, ministre des Finances

souligner que le cadrage macroéconomique a pris comme prix de référence fiscal de 60 dollars le baril du brut entre 2024 et 2026 ; et un prix de référence du marché de 70 dollars le baril. «*En 2023, il était de 82 dollars le baril. Aujourd'hui, il est de 77 dollars le baril*», a-t-il indiqué. Et ensuite de faire remarquer : «*Le prix de référence est raisonnable. Il est calculé sur la moyenne des cinq dernières années.*»

UN PIB DE 33 000 MILLIARDS DE DINARS

Le montant du produit intérieur brut (PIB) est actuellement de 33 000 milliards de dinars. C'est le résultat, a-t-il expliqué, du «*rebasage*», un autre calcul du PIB qui, au lieu de l'année 1989, prend comme référence l'année 2021. Il s'agit là, a-t-il précisé, de recalculer le PIB en «*intégrant un certain nombre de produits qui n'existaient pas en 1989, comme le numérique*». «*On est ainsi passé d'un PIB de 27 000 milliards de DA en 2023 à 33 000 milliards de dinars, soit une augmentation de 12%*». L'année 2021 est celle qui est retenue pour la prochaine étape du rebasage. Autrement dit, on aura bientôt un autre montant du PIB, recalculé en se référant à 2021. Mais c'est tout ce qu'on saura sur cette nouvelle

méthode de calcul du PIB. Inutile de souligner ici que les pouvoirs publics devraient inciter à jeter plus de lumière sur cette démarche, une première peut-être en Algérie. Il s'agit, en l'occurrence, de montrer la méthode suivie par l'organisme qui a effectué le travail. L'ONS ? Une totale transparence gagnerait à être assurée sur ce registre.

A l'instar d'ailleurs de tout le travail que le ministre s'est employé à expliquer longuement, hier, au sujet de la nouvelle démarche de l'élaboration des budgets et des lois des finances. Il y a une nouvelle architecture budgétaire qui consacre la transparence, a-t-il plaidé. «*Nous avons 55 portefeuilles de programmes pour 33 ministères et 17 autres institutions*», a-t-il affirmé. «*La loi organique relative aux lois des finances, a-t-il ajouté, est entrée en vigueur en 2023 et permet un changement radical. On est passé de budgets-moyens aux budgets-programmes. Cette loi organique est considérée comme la constitution financière du pays. Il s'agit d'une autre façon de gouverner les finances publiques. C'est une réforme de l'Etat en profondeur. Mais les effets de la nouvelle démarche, on les verra dans 4 ou 5 ans.*»

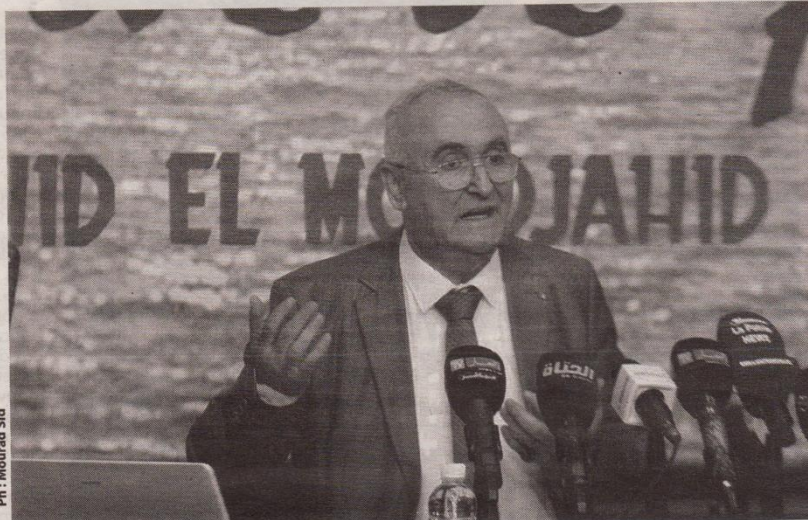
A. Benyahia

LAÂZIZ FAÏD, HIER, AU FORUM D'EL-MOUDJAHID :

« Tous les indicateurs financiers sont bons »

Les grandes réformes engagées à travers la Loi de finances 2024, les perspectives et l'état des lieux des finances dans le pays, la bourse et le secteur des banques sont les principaux dossiers abordés, hier à Alger, par le ministre des Finances, Laâziz Faïd, invité du Forum d'El-Moudjahid.

Le premier responsable du département des Finances a expliqué que la nouvelle Loi de finances est un instrument pour l'exécution d'un programme ou d'un plan de 2 à 3 ans élaboré pour répondre aux besoins des citoyens mais également aux différentes contraintes économiques, sociales, sécuritaires et climatiques qui impactent les finances. « La sécurité financière est la mère de toutes les sécurités », a déclaré le Premier argentier du pays. S'agissant de la nouvelle Loi de finances 2024, le ministre a rappelé qu'elle a été élaborée sur la base d'un prix de référence fiscal du baril de pétrole brut de 60 dollars sur la période 2024-2026, tandis que le prix du marché du baril est fixé à 70 USD sur la même période. La Loi prévoit des recettes de 9 105,3 milliards de DA en 2024, dont 3 512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière alors que les dépenses, rappelle le ministre, sont de l'ordre de 15 292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 15 275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement. Le budget de l'État pour l'année 2024 est réparti, selon la nature des dépenses, sur les



dépenses dédiées aux personnels, de l'ordre de 5 155,67 milliards de DA, dépenses de gestion des services de plus de 632 milliards de DA, dépenses d'investissement estimées à 2 895 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2 809 milliards de DA de crédits de paiement. Le ministre a souligné, par ailleurs que le pays s'est engagé dans des réformes en profondeur notamment avec l'instauration des cops (Contrats d'objectifs et de performance) pour les différents secteurs comme la Douane, le Trésor et les Impôts entre autres, et ce, dit-il, pour avoir une visibilité plus claire et globale sur les dépenses publiques tout en incluant des sanctions. Il s'agit d'un processus stratégique visant à renforcer la performance des différents services. Sur la santé financière du pays, le ministre Faïd a cité le rapport de la Banque mondiale (BM), soulignant que tous les indicateurs sont bons notamment le taux de l'endettement de l'État par rapport au budget (dette interne) qui est autour de 47% et le taux de la croissance et à l'inflation qui sont

également parmi les indicateurs.

« LA HAUSSE DE L'INFLATION N'EST PAS PROPRE À L'ALGÉRIE »

Évoquant, par ailleurs la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation et la vente de produits de large consommation tels que les légumineuses, les viandes et les œufs entre autres, l'intervenant a indiqué que l'État a pris ces mesures pour protéger et améliorer le pouvoir d'achat du citoyen, rappelant par la même que la hausse des prix des produits de large consommation et ses retombées sur le pouvoir d'achat n'est pas propre à l'Algérie tout comme l'inflation d'ailleurs, qui se situe à des taux très élevés dans certains pays par rapport au nôtre. Revenant sur les réformes budgétaires, et l'instauration des Cops, le ministre a expliqué que la réforme est en elle-même un processus qui inclut un programme avec un plan de stabilisation dont les résultats ne sont visibles que plus tard au niveau des institutions et des fonctionnaires, assurant que l'État doit avoir des

données précises et une meilleure visibilité sur toutes ses dépenses.

UNE SUCCURSALE DE LA BEA À PARIS

Pour ce qui est de l'entrée en bourse de banques nationales dans le cadre des mesures de réforme du secteur financier et bancaire et l'amélioration de la contribution de la bourse dans la mobilisation de l'épargne ainsi que sur l'ouverture d'autres banques à l'étranger, le ministre a fait savoir qu'après le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de développement local (BDL) a introduit une demande dans ce sens, annonçant au passage l'ouverture prochaine d'une succursale de la BEA (Banque extérieure d'Algérie) à Paris et une autre banque en Côte d'Ivoire ainsi que l'engagement pour des projets similaires dans toutes les régions où il y a possibilité d'exportation pour nos opérateurs économiques. À propos de bureaux de changes, le ministre a indiqué qu'une instruction d'application est en cours d'élaboration au niveau de la Banque d'Algérie.

Brahim O.

فايد أكد على رؤية جديدة للانتقال إلى ميزانية البرامج الصحة المالية للجزائر في الخانة الخضراء

تحقيق الشفافية والنجاعة في النفقات العمومية

لمنتجات واسعة الاستهلاك، وأكد المسؤول أن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز الإدارة القائمة على النتائج بهدف دعم الاقتصاد الوطني، حيث يتيح قانون المالية 2024 تحقيق الاستقرار في الوضع الاقتصادي بهدف تحسين المؤشرات الاقتصادية والميزانية الشاملة، ما أرجعه المسؤول الأول على قطاع المالية بشكل أساسي إلى التدابير التي اتخذتها الحكومة على المستوى الاجتماعي والاقتصادي. وقال فايد إن هذه الإجراءات تترجم تنفيذ قرارات السلطات العمومية، مثل الالتزام بمواصلة زيادة الرواتب وتعزيز الاستثمارات العامة وتنمية الاقتصاد الوطني ومكافحة التهرب الضريبي وتوسيع القاعدة الضريبية والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين، تعزيز الرقمنة وتوسيعها، فضلا عن مواصلة الجهود التصحيحية لصالح مناطق معينة.

سعيد بشار

التقرير الأخير للبنك العالمي، وأشار إلى النسب بين الدين والنتاج الداخلي الخام الذي يتيح هامشا من المناورة، بينما تطرق من الناحية المقابلة إلى النتائج الإيجابية المحققة في مجال الصادرات، إذ تشير الأرقام الأولية إلى أنها بلغت 7 ملايين دولار وهو ما يمثل نتيجة تاريخية. وكشف وزير المالية أيضا عن مواصلة فتح بنوك في الخارج لتسهيل إجراءات التصدير والاستثمار للشركات الوطنية على مستوى الأسواق الخارجية، مشيرا إلى اقتراب موعد الإعلان عن فتح فرع بنك الجزائر الخارجي في فريسا وفتح فرع آخر في دولة إفريقية.

وعلى صعيد حديثه عن دعم الحكومة للقدرة الشرائية للمواطنين قال وزير المالية إن قانون المالية لسنة 2024 تضمن عدة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ عليها ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها لحماية الأسعار مما عبر عنه بالصدمات الخارجية لأسعار



فايد

العضوي، يضمن تحقيق الشفافية والحوكمة في النفقات العمومية، موازاة مع تحديد مجموعة الأهداف ذات الأولوية بالنسبة للمخطط وبرامج الحكومة، مشيرا إلى أن النظام الجديد يقوم من الناحية التقنية على 3 أنواع من المحاسبة و7 محاور أساسية في رسم الميزانية. وخلال تطرقه إلى الوضعية المالية الجزائرية، قال فايد إن الصحة المالية للبلاد جيدة واستند في هذا المجال إلى ما جاء في

دافع وزير المالية لعزیز فايد عن ما عبّر عنه بـ"الإصلاحات العميقة" للمنظومة المالية والرؤية الجديد في تسيير النفقات العمومية، وقال إن ثمار هذه الإصلاحات الهيكلية ستقطف خلال السنوات القليلة المقبلة، على أنه ربطها بمجموعة من العوامل في مقدمتها العامل البشري باعتباره محور هذا الإصلاح.

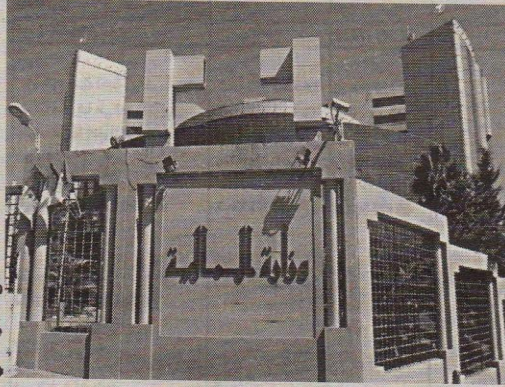
وأشار الوزير، أمس خلال نزوله ضيفا على منتدى المجاهد، إلى أن هذا الإصلاح الذي انطلق العام الماضي يترجم من خلال الانتقال من الميزانية القائمة على الوسائل إلى الميزانية القائمة على البرامج، وبالتالي التعامل بمنطق تحديد الأهداف وعقود النجاعة ضمن طريقة جديدة لحوكمة النفقات العمومية، الأمر الذي يؤدي إلى الوقوف بدقة على تكاليف الخدمة العمومية بمختلف توجهاتها وقطاعاتها. وقال المتحدث إن تجسيد الإصلاحات المسطرة لطريقة تسيير الميزانية وتأطير المالية، بداية من صدور القانون

تدابير جبائية جديدة لدعم الجماعات المحلية

الرسم إلى صندوق التضامن والضمان للجماعات المحلية بما يؤهل هذه المصالح من تسجيل عمليات لفائدة المواطن والتكفل باحتياجاته.

وأشارت المادة 124 من قانون المالية الجديد، إلى تعديل مدونة الإيرادات والنفقات لحساب التخصيص الخاص رقم 302042 المعنون بصندوق الكوارث الطبيعية والأخطار الكبرى، من خلال إضافة نفقات تمويل الاحتياطات الاستراتيجية

المستحدثة لضمان تسيير المرحلة الإستراتيجية التي تعقب الكارثة من أجل التكفل بهذه النفقات الإستراتيجية وتفاذي تعطيل تجسيد الإجراءات المتخذة عقب حدوث الكوارث، وهذا بناء على توصيات الجماعات المحلية بعد مواجهة هذه العوائق المالية في تدخلاتها الأخيرة، الأمر الذي جعل المشرع يتكفل بهذا العائق وتعديل مدونة الإيرادات والنفقات لهذا الحساب. ب. و



وتتضمن مبالغ معتبرة تخصص للبلديات والولايات كإيرادات مالية في ميزانياتها السنوية. كما شملت هذه الإجراءات الجبائية الجديدة لصالح الجماعات المحلية، تخصيص حصة 50 بالمائة من ناتج الرسم الخاص بحرق الغاز المطبق على نشاطات المحروقات لصالح صندوق التضامن والضمان للجماعات المحلية، عملا بنص المادة 88 من قانون المالية لسنة 2024 وتحويل نصف عائدات هذا

المطبق على تعبئة الدفع المسبق، وكذلك تخصيص عائدات الرسم على المنتجات البترولية أو المماثلة لها كليا، أي 100 بالمائة لصالح الجماعات المحلية وذلك تعويضا للإلغاء الرسم على النشاط المهني الذي جاء تبعا لتعليمات رئيس الجمهورية طبقا للمادة 37 من قانون المالية، وهو إجراء يسمح بدعم الجماعات المحلية، خصوصا وأن عائدات هذا الرسم كبيرة في الجبائية البترولية

● تضمن قانون المالية لسنة 2024 تدابير جبائية جديدة لصالح الجماعات المحلية لتدعيم صندوق التضامن والضمان للجماعات المحلية وتوفير اعتمادات مالية جديدة تسمح بالتكفل بالعديد من العمليات على مستوى البلديات. كشفت المادة 33 لقانون المالية الجديد، عن زيادة الحصة المستحقة لصندوق التضامن والضمان للجماعات المحلية من 30 إلى 50 بالمائة فيما يتعلق بعائدات تعريفية القسيمة على السيارات، وبالتالي 20 بالمائة إضافية من هذا الرسم الإجباري على قسيمة السيارات التي تسدد سنويا حسب هيكل السيارة وقوتها، مما يسمح بالحصول على أعلفة مالية إضافية لدعم هذا الصندوق.

كما أقرت المادة 71 من ذات القانون زيادة الحصة المستحقة لصندوق التضامن والضمان للجماعات المحلية إلى 50 بالمائة فيما يتعلق بعائدات الرسم

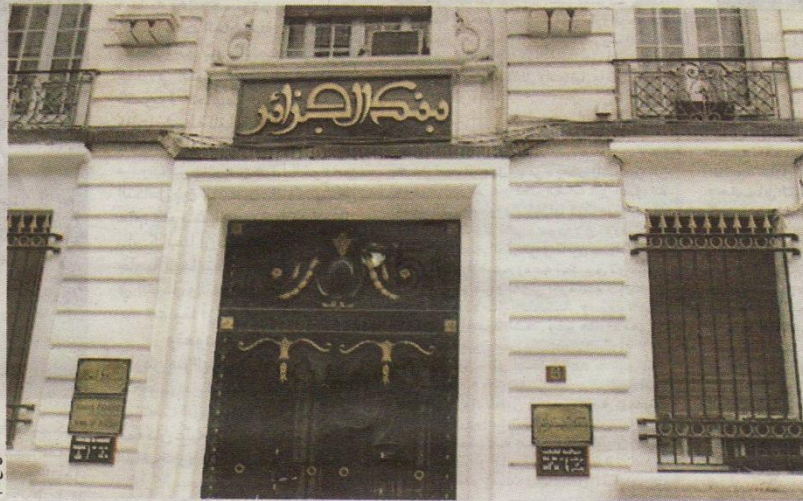
تقديرات بنك الجزائر تشير إلى تسجيل تحسن معتبر

احتياطي الصرف فاق 68 مليار دولار منتصف 2023

• مكاسب الاحتياطي من جوان 2022 إلى جوان 2023 فاقت 20.107 مليار دولار

استفاد احتياطي الصرف الجزائري من تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي ومستويات عالية لأسعار النفط، حيث قدر متوسط سعر النفط الجزائري، خلال سنة 2023، بنحو 84 دولارا للبرميل، فضلا عن تسجيل فائض في ميزاني التجارة والمدفوعات وفائض في الحساب الجاري، وعلى ضوء ذلك أبان بنك الجزائر عن تسجيل تحسن معتبر لمستوى احتياطي الصرف الذي انتقل من 60.994 مليار دولار، نهاية ديسمبر 2022، إلى 66.140 مليار دولار في مارس 2023، ليرتفع إلى 68.028 مليار دولار في جوان 2023.

تطور ناتج احتياطي الصرف "مليار دولار"	
الفترة	القيمة "مليار دولار"
مارس 2016	137.666,9
جوان 2016	128.990,6
سبتمبر 2016	121.857,6
ديسمبر 2016	114.137,9
مارس 2017	108.495,5
جوان 2017	106.291,7
سبتمبر 2017	102.400,3
ديسمبر 2017	97.332,3
مارس 2018	94.529,4
جوان 2018	88.608,8
سبتمبر 2018	86.080,9
ديسمبر 2018	79.882,1
مارس 2019	74.042,4
جوان 2019	69.732,3
سبتمبر 2019	65.022,3
ديسمبر 2019	62.755,8
مارس 2020	58.925,0
جوان 2020	54.794,6
سبتمبر 2020	51.216,1
ديسمبر 2020	48.167,3
مارس 2021	44.322,9
جوان 2021	43.463,7
سبتمبر 2021	44.723,6
ديسمبر 2021	45.295,7
مارس 2022	45.606,5
جوان 2022	47.921,1
سبتمبر 2022	52.763,1
ديسمبر 2022	60.994,3
مارس 2023	66.140,1
جوان 2023	68.028,9



2022، حيث كان يقدر بنحو 682.104 مليار دينار جزائري، أي بفارق قدر بنحو 1613,696 مليار دينار جزائري أو ما يعادل 12.08 مليار دولار. تجدر الإشارة إلى أن بنك الجزائر قدر ناتج الصندوق مع نهاية سبتمبر 2022 بنحو 698,1 مليار دينار جزائري أو ما يعادل 5.2 ملايير دولار أمريكي. وقد تم تمويل الصندوق بفضل الفوائض المسجلة برسم الجباية البترولية المقررة في قانون المالية 2022، مع ترشيح متوسط سعر للنفط يفوق السعر المرجعي (الجباية) المقدر بـ 60 دولارا في قانون المالية 2023 بأكثر من 13 دولارا في البرميل على الأقل، إذ قدر متوسط سعر النفط الجزائري، خام مزيج الصحراء، بـ 83.97 دولارا للبرميل، ما من شأنه أن يضمن انتعاش الصندوق برسم عام 2023.

2023، بينما يرشح ارتفاع الاحتياطي بنحو 24 مليار دولار، من نهاية 2022 إلى نهاية 2023. بالمقابل سجل صندوق ضبط الإيرادات، الذي نصب رصيده في فيفري 2017، انتعاشا بناتج إيجابي، حيث بلغ أعلى مستوى له نهاية سنة 2022، حسب تقديرات بنك الجزائر. وقدر ناتج صندوق ضبط الإيرادات بـ 2295,8 مليار دينار جزائري، أو ما يعادل 17.18 مليار دولار، وهو أعلى مستوى يشهده صندوق ضبط الإيرادات منذ 2012. واستنادا إلى تقديرات بنك الجزائر فإن ناتج صندوق ضبط الإيرادات بلغ نهاية 2022 ما قيمته 2295,8 مليار دينار أو ما يعادل 17.18 مليار دولار، ما يتيح هامشا معتبرا لتغطية فارق العجز التقديري. كما سجل ناتج الصندوق ارتفاعا محسوسا ما بين 2021

حفيظ صوالي

توقع البنك أن يكسب احتياطي الصرف ناتجا إضافيا بحوالي 24 مليار دولار، مقارنة بنهاية سنة 2022 التي بلغ فيه الاحتياطي 60.994 مليار دولار، ليصل إلى نحو 85 مليار دولار. فقد عرف احتياطي الصرف مستوى ومنحى تصاعديا خلال سنة 2023 وشهد ارتفاعا إيجابيا مطردا، حيث كسب ناتج الاحتياطي نحو 5.15 ملايير دولار خلال ثلاثة أشهر ما بين نهاية ديسمبر 2022 ونهاية مارس 2023، واستمر في منحى تصاعدي مع استقرار أسعار النفط في مستويات عالية، مع ارتفاع بلوغه نهاية 2023 نحو 85 مليار دولار. واستنادا إلى تقديرات البنك المركزي فإن ناتج احتياطي الصرف كسب أكثر من 20 مليار دولار خلال الفترة من جوان 2022 إلى جوان

فايد : قانون المالية 2024 يحافظ على القدرة الشرائية للمواطن

قال وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، إن قانون المالية لسنة 2024 تضمن عدّة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها، وأضاف الوزير خلال نزوله ضيفا بمنتدى المجاهد أن قانون المالية لظالما كان حدثا مهما في حياة الأمة من المواطنين إلى المؤسسات والمستثمرين. وبحسب الوزير فايد، فإن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات، في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز الإدارة القائمة على النتائج بهدف دعم الاقتصاد الوطني. ويتيح قانون المالية 2024 تحقيق الاستقرار في الوضع الاقتصادي، بهدف تحسين المؤشرات الاقتصادية والميزانية الشاملة، وهو ما يرجع بشكل أساسي إلى التدابير التي اتخذتها الحكومة على المستوى الاجتماعي والاقتصادي. وستمكن هذه الإجراءات من تنفيذ قرارات السلطات العمومية، مثل الالتزام بمواصلة زيادة الرواتب. وتعزيز الاستثمارات العامة وتنمية الاقتصاد الوطني، ومكافحة التهرب الضريبي، وتوسيع القاعدة الضريبية، والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين. تعزيز الرقمنة وتوسيعها، فضلا عن مواصلة الجهود التصحيحية لصالح مناطق معينة.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger